



COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE-DEBAT
Samedi 6 mars 2004, Journée de la Femme
Librairie Kleber
Strasbourg

LA FEMME ET LA GUERRE

Invités :

Madame **Leila DERVISASIC** pour la **Bosnie-Herzégovine**

Madame **Willibrod KABURA** pour le **Burundi**

Madame **Passang GHAPATSANG** pour le **Tibet**

Le **modérateur** du débat est Monsieur **Gérard CARDONNE**, écrivain et membre de l'Association IWR

Devant une salle archicomble, **Gérard CARDONNE**, modérateur de la rencontre organisée par l'association International Women's Rights ouvre le débat.

Faire une "Journée Internationale de la Femme" prouve que celle-ci est encore considérée comme un être à part, pas tout à fait comme les autres.

Pour moi, une femme est un être humain comme les autres et je ne vois pas pourquoi une journée lui est consacrée, si ce n'est que nous avons tout simplement un déficit de démocratie. Nous allons profiter de cette journée pour parler de vous mesdames et dans des conditions un peu particulières.

Le thème que nous avons choisi est : ***"la femme et la guerre."***

Je crois que tout le monde est à peu près d'accord pour dire que, dans l'histoire de l'humanité, le XX^{ème} siècle a été considéré comme le plus cruel. ***Dans ce siècle, l'action criminelle a été accompagnée et soutenue par une pensée criminelle.***

Les chroniques des Balkans, du Tibet, du Burundi, sont des illustrations probantes de ces drames.

association pour les Droits de la Femme
30 allée de la Robertsau 67000 Strasbourg
Fax 0388521483 Tel 0670518496

SAKHAROV a dit : “le vingtième siècle est celui des deux guerres mondiales et d’une multitude de prétendues petites guerres qui ont emporté une multitude de vies.”

Nous allons parler de ces multitudes de petites guerres.

Ce qui nous intéresse maintenant ce n’est pas la guerre de l’histoire. Ces femmes vont vous dire ce qu’elles ont vécu dans *leur* guerre. L’important c’est la répercussion de ces conflits au niveau des conditions les plus intimes du quotidien. On ne parle jamais de la galère des femmes et des enfants qui ne dure pas que le temps du conflit. Cela continue après que la paix soit signée. Pour certaines d’entre elles, la guerre est officiellement terminée, mais en fait, sur le terrain, elle ne l’est pas. Je rentre d’Afghanistan et bien que l’on n’en parle plus (on s’intéresse maintenant à l’Irak), la guerre est toujours présente, au moins dans le drame que vivent au quotidien les femmes, les enfants et les hommes aussi.

Ces femmes ne vont pas évoquer le devoir de mémoire. Elles vont essayer de faire remonter à la surface, et cela n’est pas facile, des souvenirs qu’elles et leurs proches ont vécus. Cela va leur rappeler leurs souffrances, leurs tourments. Elles ne sont pas encore arrivées au bout de la route qu’elles ont empruntée il y a un certain nombre d’années et elles ne sont pas encore complètement reconstruites.

G. CARDONNE :

En quoi êtes-vous représentatives de vos pays respectifs ?

Qu’est ce que votre pays a subi de si grave que vous vous sentez aujourd’hui obligées de témoigner devant nous ?

Madame Leila DERVISASIC :

Comme vous le savez tous, la Bosnie-Herzégovine a subi il y a quelques années une guerre terrible qui a duré quatre ans et cela se passait tout près d’ici, en Europe.

Madame Pasang CHAPATSANG :

Je viens du Tibet qui subit une guerre depuis 1959. Cette guerre dure depuis plus de quarante ans et la situation du Tibet est dramatique.

Madame Willibrod KABURA :

Moi, je viens du Burundi, un petit pays d’Afrique de l’Est, coincé entre le Rwanda, la Tanzanie et le Congo. Aujourd’hui, c’est un pays qui est en guerre depuis dix ans.

G. CARDONNE :

On dit que la guerre est finie. Certainement pas au Burundi ni en Bosnie-Herzégovine.

Si demain matin, pour une raison ou une autre les troupes de *l’O.N.U.* se retireraient, cela recommencerait immédiatement, ne serait-ce que parce que, en Serbie, il y a un parti communiste absolument archaïque. Imaginez un pays dirigé par le parti de *MILOSEVIC* qui est jugé actuellement au TPI. La revanche est à fleur de peau.

Pour ce qui concerne le Tibet, nous portons une lourde responsabilité en serrant la main de dirigeants chinois communistes qui écrasent un tout petit pays qui ne peut rien dire. Un milliard et demi de personnes face à quelques millions de gens pacifistes. Il n’y a pas photo !

D'un côté, il y a un marché et on pourra vendre. De l'autre, des gens qui ne demandent qu'à vivre leur foi, leur paix.

Quand on parle de guerre, quelle qu'en soit la forme, que représente concrètement ce phénomène pour une femme vivant dans le pays concerné ?

Madame Leila DERVISASIC :

Je pense que c'est partout pareil. ***Au début, nous pensons que cela ne peut arriver qu'aux autres et pas chez nous. Un jour on se réveille et la guerre est là !***

Moi, j'habitais Sarajevo et j'étais partie en week-end chez mes parents dans une petite ville à 150 km. J'étais partie le samedi matin avec l'intention de rentrer le dimanche soir pour reprendre mon travail le lundi. En fait, je ne suis revenue à Sarajevo que cinq ans plus tard.

Déjà avant que je ne parte, il y avait des conflits dans le reste de l'Ex-Yougoslavie, en Bosnie notamment. Mais la vraie guerre pour chacun commence quand il faut changer toutes ses habitudes. Pour moi, le fait de ne pas pouvoir rentrer à Sarajevo, de ne pas pouvoir reprendre ma vie normale a marqué vraiment le début de la guerre.

Madame Pasang CHAPATSANG :

Pour les Tibétaines, la guerre a tout de suite été accompagnée de violence et d'énormément de souffrances. ***Les femmes ont été les premières victimes.***

Depuis plus de soixante ans, la répression continue et la torture est à l'ordre du jour. Si une Tibétaine ose seulement exprimer ses convictions politiques en disant "le Tibet est libre" ou "vive le *Dalai-lama*" elle est arrêtée aussitôt et emprisonnée sans jugement. Elle sera battue pendant les interrogatoires et devra subir énormément de souffrances et de tortures. Elle sera par exemple pendue la tête en bas les mains dans le dos, battue avec des barres de fer et des ceintures, elle recevra des chocs électriques dans tout le corps et on lui enfoncera des matraques électriques dans les parties intimes. Ce sont surtout les femmes nobles qui souffrent aujourd'hui. Ce sont souvent des religieuses qui sont blessées dans leur amour propre, dans leur foi. Pour simplement quelques mots, les femmes subissent des peines de parfois plus de sept ans d'incarcération dans des prisons sans hygiène où la malnutrition sévit. Les récalcitrantes sont enfermées dans des trous noirs où elles se tiennent recroquevillées. Elles ne peuvent même pas s'allonger pour dormir.

Le gouvernement chinois ne s'attaque pas simplement à l'âme de ces femmes, il s'attaque aussi à leurs corps. Les Tibétaines doivent obéir à cette loi de puissance. Dans les villes, les femmes n'ont le droit d'avoir qu'un enfant, ce qui induit des avortements et des stérilisations forcées. Si la femme est enceinte d'un enfant hors quota, la famille sera punie. Le mari pourra aller en prison et la femme devra avorter même si la grossesse est à son terme, puis elle sera stérilisée d'office. Il s'agit souvent de femmes très jeunes.

Le gouvernement chinois met tout en oeuvre pour détruire l'identité culturelle tibétaine.

Madame Willibrod KABURA :

Le Burundi est un petit pays enclavé, à majorité chrétienne. Les problèmes de la femme se posent au niveau social. Par son éducation, elle se soumet aux ordres de son mari, de sa famille. Elle a la charge de l'éducation des enfants, des travaux domestiques et des travaux des champs. Beaucoup d'hommes sont morts à la guerre. Il y a donc de nombreuses femmes veuves avec des orphelins. Elles doivent se battre tous les jours pour les nourrir. Beaucoup d'entre elles fuient ou sont déplacées. Elles doivent quitter la région où elles vivaient, où elles avaient une maison. Il y a beaucoup de problèmes économiques. Celles qui travaillaient ne peuvent plus le faire d'où énormément de difficultés pour s'en sortir, pour protéger les

enfants, pour les élever. Le fait que peu de femmes aient le pouvoir de faire pression sur leurs maris, de prendre position auprès de la famille, de faire changer le système fait que la femme reste soumise et cela est un cercle vicieux.

Les femmes qui ont le courage de se lever, de dire non, de protester, de déclarer leurs opinions en public sont persécutées. Beaucoup d'entre elles ont été emprisonnées ou assassinées parce qu'elles avaient osé parler, osé dénoncer le système.

Aujourd'hui, la plus grande caractéristique de la guerre au Burundi et au Congo est le viol des femmes, des petites filles. Cela se passe chaque jour dans l'impunité totale et c'est devenu, passez-moi cette expression, "un sport national" au Burundi.

G. CARDONNE :

Nous allons maintenant entrer un peu plus dans l'intimité des personnes. Dans beaucoup de cas, la femme devient l'objectif de la guerre ou du conflit.

De façon très concrète, dans chacune de vos situations respectives, quelle a pu être la menace la plus évidente, la plus forte et comment y avez-vous réagi ?

Madame Leila DERVISASIC :

Pour une femme, la menace la plus forte est le viol. Vous avez sans doute entendu parler des femmes violées pendant la guerre en Bosnie. Cela paraît normal puisque c'est la même chose dans tous les conflits. Mais la guerre ne justifie rien. Il y avait des soldats complètement ivres ou drogués qui pratiquaient systématiquement le viol.

Au début, je travaillais sur le recueil des témoignages des crimes de guerre et malheureusement, j'ai eu l'occasion de voir plusieurs femmes qui avaient été victimes de viol. Certaines voulaient en parler et d'autres ne le pouvaient pas. J'avais une collègue qui, comme la plupart, ne voulait pas l'admettre. C'est toujours une honte de l'avouer parce que les femmes se sentent coupables. Pour elles, continuer à vivre est très difficile.

Madame Pasang CHAPATSANG :

Le viol ainsi que la torture sont courants aussi dans les prisons tibétaines. Les femmes ont beaucoup de mal à garder leur intégrité car on leur casse l'âme et le corps.

La guerre signifie une destruction totale, une faillite humaine.

G. CARDONNE :

Dans ces deux cas précis, au-delà de l'acte bestial du viol auquel on ne trouve pas d'explication, il s'agit beaucoup plus d'une volonté politique du pays occupant. Dans un cas le régime de *Milosevic* qui s'en prenait aux musulmanes et qui s'arrangeait pour interdire les avortements. Aujourd'hui, les enfants nés de ces viols posent un problème terrible. Dans l'autre cas, au Tibet, il s'agit d'éradiquer un tout petit peuple de quelques millions contre un milliard de Chinois. Pour cela, il suffit de stériliser les femmes tibétaines. Il y a une campagne officielle du gouvernement chinois prévue à cet effet. ***Le régime chinois est un régime génocidaire*** qui ne devrait pas avoir le droit de participer à l'*ONU*, pas plus qu'aux instances qui se prétendent démocratiques.

Madame Willibrod KABURA :

Nous constatons que la barbarie n'a pas de race, de couleur, de religion, de frontière. Ce qui se passe en Bosnie, au Tibet, en Europe de l'Est prouve l'animalité, l'aliénation dont

l'homme peut être capable. Ce sont les mêmes faits qui se produisent d'un côté comme de l'autre.

En Afrique de l'Est, au Burundi plus particulièrement, c'est un conflit entre deux ethnies. Une minorité a pris le pouvoir pendant des années en exterminant une majorité qui représente presque 90 % de la population.

Cette minorité détient tous les pouvoirs (administratifs, policiers, militaires, médiatiques, économiques) et asservit une majorité qui, à un certain moment, a dit stop, cela suffit !

Aujourd'hui, l'Etat part à la dérive. Tout est disloqué, la société désintégrée, le pays est en miettes par tant d'années de destruction. Quelques indicateurs laissent penser que la paix est possible pour bientôt au Burundi. Il y a eu des négociations, des accords de paix mais il reste encore bien du chemin à parcourir. Un gouvernement de compromis est installé et négocie pour rétablir la sécurité sur le territoire, pour essayer de mettre en place des moyens pour aboutir à la paix définitive.

La situation de la femme reste telle que nous l'avons décrite et ce n'est pas du jour au lendemain qu'elle pourra jouir de ses droits d'être humaine. Que peut faire une femme dans cette situation, dans un pays où la guerre, l'insécurité, le viol sévissent ? Tant de femmes courent dans tous les sens avec des enfants. Il faut assurer leurs survies, se cacher, tout faire pour se protéger. Faut-il accepter de rester, se tenir en retrait pour protéger ses enfants, leur donner une chance ou alors se mettre en danger en disant stop et créer un mouvement qui va parler, agir ?

C'est une décision personnelle très difficile à prendre, qui demande beaucoup de réflexion et implique bien des risques pour les femmes et leurs enfants.

Pour certains, partir est un acte de lâcheté, pour d'autres, un acte de courage.

G. CARDONNE :

Je voudrais maintenant parler d'un problème plus spécifique à la femme, celui des enfants.

Lors de la première conférence en 2002 en Afghanistan, les femmes ont demandé deux choses : premièrement la sécurité et deuxièmement le droit à l'instruction pour leurs enfants.

Elles sont persuadées qu'en instruisant les enfants, en apprenant aux petits garçons et aux petites filles à vivre ensemble, à se respecter mutuellement, on est en mesure de créer de nouvelles générations capables de vivre autrement que les générations précédentes.

Comment les femmes de vos pays respectifs ont-elles pu réagir quand il a fallu s'occuper du sort des enfants ? Soit en partant, soit en sacrifiant l'enfant soit en utilisant des systèmes de passeurs (cf. jamais sans ma fille) ?

Quelles sont les réactions des femmes vis à vis du problème de l'enfant ?

Madame Leila DERVISASIC :

Je n'ai pas d'enfant mais je suis sortie de Bosnie avec ma sœur qui avait à l'époque une petite fille de deux ans. C'est la raison pour laquelle elle avait choisi de partir. Elle voulait protéger son enfant et moi j'hésitais à partir à cause de mes parents. Si cela avait été possible, la plupart des femmes seraient parties ou auraient essayé de mettre leurs enfants à l'abri. Certaines ont eu la chance de sortir avec leurs enfants, d'autres les ont fait partir à l'étranger par des convois humanitaires et malheureusement, parmi ceux qui sont restés beaucoup sont morts de faim, de froid ou violés ou tués.

Madame Pasang CHAPATSANG :

Comme au Tibet nous n'avons pas le droit de donner la vie, le droit de l'enfant est nul. S'il est né hors quota, il n'aura aucun droit à la vie. On lui refusera sa ration de cartes, il n'aura pas

droit à l'éducation qui est très chère ni aux droits médicaux. Il n'aura donc aucune possibilité d'emploi plus tard. Les masses de colons chinois occupent les emplois et la jeunesse tibétaine traîne et végète dans les bars et les salles de jeux. Les parents n'ont pas les moyens de payer leur éducation. Ils sont encouragés à l'alcoolisme. La seule solution pour les Tibétains qui sont conscients de ce danger, c'est l'exil. Si vous avez vu le film "La traversée de l'Himalaya", vous savez comment des mères ont sacrifié leurs vies pour envoyer leurs enfants en Inde (avec des accompagnateurs ou de la parenté) pour recevoir une éducation.

Madame Willibrod KABURA :

Que faire pour les femmes dans une société qui va à la dérive ? Que faire quand il y a des enfants qui n'ont aucun avenir, quand on sait que la maison peut-être brûlée, que l'on peut mourir ?

Au Burundi, j'avais une famille, je travaillais, j'avais une maison. J'ai observé et réfléchi. Rester au pays pour faire quoi, pour devenir quoi ? Il y avait des morts chaque jour, les armes crépitaient sans arrêt, il n'y avait pas de démocratie. J'ai alors pris mon courage à deux mains et ***j'ai choisi entre le cercueil et la vie : je suis partie.***

J'ai quitté seule mon pays, avec une grande douleur au cœur, mon mari ayant refusé de me laisser mes enfants. Ma famille m'a condamnée, elle ne comprenait pas comment une femme pouvait prendre une telle décision alors qu'elle se devait d'être soumise. Je suis partie sans savoir où j'allais et si je n'étais pas partie, je serais morte aujourd'hui. Que seraient devenus mes enfants ?

Alors que dans mon pays j'étais persécutée puisque j'étais une femme engagée, que beaucoup de politiques essayaient de creuser ma tombe, je suis arrivée en Alsace. J'ai trouvé ici ce que mon propre pays et ma famille m'avaient refusé. Bien que l'on m'ait présenté cette région comme froide, raciste, j'y ai trouvé une chaleur humaine, la paix, une chaîne de solidarité qui m'a permis de me battre, de sortir la tête hors de l'eau, d'engager une action en justice au Burundi, de la gagner et de pouvoir enfin ramener mes enfants. Je me suis reconstruite.

Il y a des blessures très douloureuses dans la vie, mais il faut garder la tête froide et aujourd'hui je suis heureuse de mon choix de vie. Je suis devenue une vraie Alsacienne d'adoption alors que chez moi j'étais condamnée à mourir.

G. CARDONNE :

Le problème des enfants, bien qu'important aussi pour les hommes, ***est crucial pour les femmes***. Permettez-moi de vous raconter deux anecdotes qui m'ont incité à m'engager.

Un petit garçon bosniaque qui s'était pris d'affection pour moi a été torturé à mort par les sbires de *Milosevic* Il est décédé dans mes bras. Parce qu'il était mon ami, mes amis musulmans de Bosnie, m'ont alors demandé, bien que je sois chrétien, de l'enterrer.

En Afghanistan, dans un camp de réfugiés où se trouvaient beaucoup d'enfants, j'ai remarqué un adorable petit garçon qui courrait chez tout le monde (il faut toujours avoir en poche des petites choses à leur donner). J'ai demandé à une institutrice afghane à qui était cet enfant, où était sa mère. Elle était prostrée dans un coin, elle était folle. Elle était arrivée quinze jours auparavant, fuyant les *Taliban* qui tiraient sur tout ce qui bougeait. Elle était partie avec ses deux enfants (un de trois ans et un bambin d'à peine un an qu'elle portait dans les bras.) Ils avaient marché toute la nuit, les pieds nus et ensanglantés. Ils n'étaient pas loin de l'entrée de la vallée du Panshir, secteur du commandant *Massoud*. L'aîné des deux enfants n'en pouvait plus, il se traînait, il était à bout de forces. Cette femme s'est trouvée confrontée à un choix terrible. Soit elle s'occupait de cet enfant au risque d'être rattrapés et tués par les Taliban soit

elle continuait sa route en l'abandonnant pour sauver la vie du deuxième enfant. Elle a alors jeté celui de trois ans dans le fleuve Panshir pour le tuer et elle est partie avec son bébé. Quand on entend cela, on se dit qu'il y a vraiment des choses qui ne vont pas dans notre monde...

Que pensez-vous des femmes qui, pour de raisons diverses, ont choisi de rester ?

Madame Leila DERVISASIC :

Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord la famille. Je pense que toutes les femmes ont envie de s'échapper, de sauver leurs enfants de ces atrocités, mais il y a le mari qui est soldat et pour qui la femme est un soutien moral important.

Que l'on reste au pays ou que l'on parte, on n'est plus jamais le même après la guerre. Il y a la vie avant et la vie après avec entre temps une énorme déchirure. Il est difficile d'expliquer ce que l'on ressent. Parfois je me demande même si j'ai vraiment vécu tout cela.

Pour ma part, je pense que ceux qui sont partis gardent une sorte de mauvaise conscience, bien que je pense avoir fait plus pour la Bosnie en la quittant. Le fait de ne pas avoir vécu toutes les atrocités crée une espèce de décalage et on a du mal à se comprendre après. Quand on rentre au pays, on est les bienvenus. Il reste cependant un genre d'incompréhension sans doute involontaire mais réelle.

Madame Pasang CHAPATSANG :

Je pense que la majorité des Tibétaines qui sont restées au pays n'ont pas eu d'autres choix. Même si elles avaient l'intention de quitter le pays, l'autorisation n'est donnée qu'à un membre de la famille. Aujourd'hui, c'est encore plus difficile.

Celles qui restent au Tibet ont énormément de courage. C'est une vie de peur, la terreur règne en permanence. Moi, je me considère comme une rescapée.

Madame Willibrod KABURA :

Au Burundi, des milliers de personnes ont dû partir pour fuir la guerre. Il y a environ 500 000 Burundais sur une population de 6,5 millions qui se sont réfugiés dans les pays voisins dont la Tanzanie qui est restée politiquement stable.

Je constate que les femmes qui restent au pays sont souvent obligées de le faire parce que ce n'est pas elles qui choisissent. C'est le mari qui a décidé de rester. Elles se soumettent et ne veulent pas transcender certaines pesanteurs sociales et culturelles. Certaines restent parce qu'elles n'ont pas d'endroit où aller. On naît au pays, on reste au pays, on meurt au pays.

Alors, que l'on reste ou que l'on parte, l'essentiel est que chacun puisse être heureux. Si, quel que soit l'endroit où on se trouve on peut éviter les violences, la guerre, que partout on donne de son temps, on s'implique pour construire un Etat, une Société qui protège les uns et les autres, qui réserve à la femme la place qui lui revient de droit, alors je suis d'accord. Mais que l'on ne dise pas : " vous êtes partis, vous êtes fous, vous êtes lâches".

Que les personnes qui sont restées au Burundi ne soufflent pas sur les braises, qu'elles n'encouragent pas la guerre et qu'avec les moyens dont elles disposent elles recherchent la paix.

Nous constatons de plus en plus que la Terre est une sorte de petit village. ***Ce qui se passe dans n'importe quel pays a des implications immédiates sur le reste du monde.***

G. CARDONNE :

Comment peut-on vivre après avoir vécu ce que vous avez vécu ?

Ce n'est pas simplement ce que nous lisons dans les journaux. Je pense qu'il y a une sorte de cauchemar récurrent qui se produit.

Comment vivez-vous une éventuelle "haine de l'ennemi", de celui qui a provoqué votre situation d'aujourd'hui ?

L'être humain est-il susceptible d'accorder son pardon à ses bourreaux et à quelles conditions ?

Pour ma part, je considère que ce sont les victimes qui peuvent pardonner.

Je pense que, en 2004, on ne peut plus garder de haine contre le peuple allemand nazi. Mais dans les dix ans qui suivent une guerre est-ce que l'on ne conserve pas naturellement une sorte d'esprit de haine et de revanche ?

Madame Leila DEREVISASIC :

C'est une question très difficile. Cela dépend de ce que l'on a subi. Si on pose la question à une mère de Srebrenica qui a perdu dans la guerre ses enfants, toute sa famille, je me demande ce qu'elle répondrait.

Au début de la guerre, nous ne comprenions pas ce qui nous arrivait, c'était nos voisins qui nous attaquaient. Comment une telle haine pouvait-elle surgir du jour au lendemain ? Était-elle larvée ?

Pour ce qui me concerne, ce que je ne peux pas pardonner aux Serbes, c'est de m'avoir appris la haine.

Le bombardement de Belgrade m'a plutôt réjoui sur le moment. Après, j'ai parlé avec une amie Serbe de Belgrade dont la famille se trouvait sous ce bombardement. Elle était très inquiète du sort des siens et j'ai eu honte de mes sentiments. ***Je crois qu'il n'est pas normal de souhaiter du mal aux autres.***

Madame Pasang CHAPATSANG :

Eprouver de la colère, de la haine quand par exemple une maman voit tuer son enfant est une réaction tout à fait humaine.

Mais, étant donné que nous sommes des Bouddhistes et je crois que les Chrétiens pensent comme nous, nous savons que ***la haine ne sert à rien. C'est une fin en soi mais ce n'est pas une solution.***

Parmi les témoignages que nous avons reçus de prisonniers politiques que nous avons recueillis en Inde, il y avait celui d'un homme à qui nous avons demandé quelle avait été sa plus grande peur dans les prisons chinoises. Sa plus grande peur avait été de faillir à sa foi en ressentant de la haine contre les Chinois. Malgré tout ce qu'il avait subi, il voulait distinguer l'homme de l'agresseur. Toutes les exactions que le gouvernement chinois a fait subir aux Tibétains sont à condamner mais le Chinois en tant qu'individu n'est ni pire ni meilleur que n'importe quel autre être humain. Il faut donc avoir de la compassion et malgré toutes les violences dont nous sommes victimes, je respecte l'être humain chinois, sa culture très riche. Mais je condamne le gouvernement chinois.

Madame Willibrod KABURA :

Après ce que nous venons d'entendre, je pense qu'un sentiment de colère et de haine est humain.

Maintenant, quand je regarde les personnes, le système, le pays, tous ceux qui m'ont persécutée, j'ai pitié d'eux.

Ce sont des misérables qui ne savent pas où ils en sont avec eux-mêmes. Ils appartiennent à un petit pays qui se prend pour le nombril du monde mais qui, malgré toutes ses richesses, est incapable de se remettre sur les rails.

Je pense que tous ceux qui m'ont persécutée m'ont permis bien involontairement d'arriver là où j'en suis aujourd'hui.

G. CARDONNE :

Vous venez de nous parler de choses très personnelles, sensibles, des souffrances que vous avez vécues.

Il ne faut jamais hésiter à dénoncer les dérives d'un Gouvernement. Le soutenir uniquement parce que c'est le Gouvernement est le pire des servages.

Il faut toujours garder un comportement d'homme, de femme libres, avoir une réaction de citoyen.

On doit condamner sans aucune arrière-pensée un gouvernement génocidaire comme le gouvernement chinois sans pour autant condamner tout le peuple chinois.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire.

Je propose maintenant à la salle de poser des questions à nos intervenantes.

INTERVENTION SALLE :

C'est juste un constat. Je voudrais dire que l'acharnement contre les femmes ne date pas d'aujourd'hui. Je pense que, avec ou sans guerre, cela a toujours existé. C'est peut-être dû au fait que les femmes génèrent la dépendance puisqu'elles donnent la vie. Il faut donc casser cette "machine" qui donne la vie.

G. CARDONNE :

Je vous rejoins sur ce point. Je pense que l'homme est très fort pour cogner sur une femme, parfois même animé "d'un noir désir..." Un homme qui frappe une femme est avant tout un lâche. Je crois que l'homme est frustré de ne pas pouvoir "fabriquer" un enfant. Le "mettre en oeuvre" ne demande que quelques minutes, mais seule la femme est capable de le porter. L'homme en ressent sans doute un complexe d'infériorité d'où ses attaques contre la femme.

INTERVENTION SALLE :

Vous avez dit que la naissance d'un enfant suite à un viol pose un énorme problème dans le monde musulman. Mais le mariage forcé (souvent par le père) d'une jeune musulmane qui se retrouve le soir de son mariage dans le lit d'un homme qu'elle ne connaît pas, est aussi un viol cautionné celui-là par les traditions.

C'est à nous, femmes, de nous battre contre cela, de refuser un mariage sans amour, avec un inconnu.

G. CARDONNE :

Ce que vous venez de dire symbolise le statut d'infériorité de la femme.

A Kaboul, en décembre dernier, la première revendication des femmes était d'abolir le mariage forcé qui, pour moi, est une ignominie. De plus, quand il s'agit d'une "gamine", cela s'appelle de la pédophilie.

INTERVENTION SALLE :

Pour quelles raisons un Islam rétrograde fait-il autant de dégâts, alors que la majorité des musulmans n'aspire qu'à vivre sa religiosité dans la dignité ?

Je lutte pour un Islam républicain qui concerne tous les citoyens français. Ce n'est pas seulement le combat d'une communauté.

INTERVENTION SALLE :

Ce n'est pas aux Français de réagir, c'est à nous musulmans de dire non. Nous ne sommes pas d'accord avec cet intégrisme. Nous ne voulons pas de femmes voilées, nous ne voulons plus de filles violées dans les quartiers.

G. CARDONNE :

Ce problème est un peu explosif en ce moment.

Il y a deux choses à considérer :

D'abord le pouvoir qui est pris par un système machiste. Même dans les banlieues les garçons sont rois.

Inversement, si dans le monde musulman il y a effectivement une classe rétrograde, archaïque dont le *wahhabisme* est le symbole le plus flagrant en Arabie Saoudite, n'oublions jamais que nous, Occidentaux, avons favorisé cela en passant des contrats, en nous alliant avec ces régimes.

En mars 2001, les ministres Taliban afghans étaient à Houston pour passer des contrats pétroliers.

On a toujours été du côté du pouvoir en place.

Mais il est vrai que c'est à vous, musulmans, de bouger et nous devons vous y aider.

INTERVENTION SALLE :

Vous parlez des mariages forcés des musulmanes, mais ils existent aussi ailleurs. Il y a toujours eu des mariages arrangés dans tous les milieux. Toutes les femmes battues ne sont pas non plus uniquement des musulmanes. On ramène actuellement tout à l'Islam.

G. CARDONNE :

Vous avez devant vous une Bosniaque, une Tibétaine, une Burundaise, donc trois religions différentes. Et quelle que soit la religion, l'oppression archaïque, religieuse, ethnologique est identique pour ces trois femmes qui subissent les mêmes vicissitudes.

Ce n'est pas une question de religion, c'est le symbole de la femme en tant que telle.

Madame Willibrod KABURA :

Partout où elle est, la femme à une mission. Si nous sommes conscientes de cela et faisons tout pour combattre et endiguer le problème, si nous nous donnons la main, nous pourrions renverser la vapeur et notre situation pourra changer.

Etre femme, c'est être un être humain, c'est être citoyen, c'est être mère.

INTERVENTION SALLE :

Je voudrais apporter mon soutien à ces trois femmes. J'ai particulièrement apprécié la dame tibétaine quand elle dit qu'il ne faut pas confondre le peuple chinois avec le gouvernement chinois.

Que peut-on faire concrètement pour la cause des femmes en général et pour les Tibétaines en particulier ?

Madame Pasang CHAPATSANG :

Merci pour l'intérêt que vous nous portez.

Chaque action individuelle est très utile et apporte énormément à chacune d'entre nous.

Vous pouvez écrire à vos Gouvernements, à l'Institution des Droits de l'Homme à Genève.

La solidarité des peuples est très importante.

INTERVENTION SALLE :

Alors que l'on demande aux femmes qui sont en première ligne de témoigner de leurs souffrances, de leurs plaies vives, je regrette que ce soit un homme qui fasse les commentaires.

INTERVENTION SALLE :

Je veux simplement dire que sans les hommes nous ne ferions rien.

INTERVENTION SALLE :

J'aimerais beaucoup pouvoir conjuguer les deux approches proposées par la dame du Burundi et par la dame du Tibet. A savoir que chaque femme au quotidien prenne son destin en main, agisse en citoyenne et décide de faire changer les mentalités autour d'elle en insistant sur la force de la non-violence qui ne doit pas être perçue comme une non-action mais au contraire comme une action politique. Mettre en œuvre des forces telles que les femmes puissent vivre sereinement avec l'aide d'hommes de bonne volonté sinon cela n'a pas de sens.

La non-violence active est certainement la meilleure arme pour les femmes de demain.

INTERVENTION SALLE : (La Présidente de France-Tibet)

Je voudrais répondre à la dame qui déplorait l'intervention d'un homme dans ce débat.

Je suis venue de Paris parce que j'ai appris que quelque chose se passait à Strasbourg pour "La Journée de la Femme".

Dans n'importe quelle ville les femmes peuvent prendre la parole, organiser des conférences, des manifestations et se défendre. Malheureusement toutes les villes ne le font pas.

Merci d'avoir organisé ce bel événement.

Madame Willibrod KABURA :

Avant de nous quitter j'aimerais rendre hommage à Claudine PIERRON, la Présidente de l'Association International Women's Rights qui nous a fait l'honneur de nous inviter et nous a permis de nous rencontrer, de nous exprimer et d'honorer la femme aujourd'hui.

Claudine PIERRON, Présidente IWR :

Merci à tous.

Il n'est pas évident d'attirer tant de monde pour évoquer des problèmes qui paraissent hélas récurrents à certains.

Merci à la Librairie Kléber qui nous a accueillis et plus particulièrement à Monsieur WOLFERMANN, sans oublier Gérard CARDONNE qui a accepté d'être le modérateur de cette journée.

Merci

Claudine PIERRON
Présidente IWR